

# LE PRIX COURANT

(THE PRICE CURRENT)  
REVUE HEBDOMADAIRE

Commerce, Finance, Industrie, Assurance, Propriété Immobilière, Etc.

EDITEURS :

LA COMPAGNIE DE PUBLICATIONS COMMERCIALES  
(The Trades Publishing Co.)  
25, Rue Saint-Gabriel, - MONTREAL  
TELEPHONE BELL MAIN 2547

ABONNEMENT MONTREAL ET BANLIEUE - \$2.50  
CANADA ET ETATS-UNIS - 2.00 PAR AN.  
UNION POSTALE - - - - - Frs 20.00

Il n'est pas accepté d'abonnement pour moins qu'une année complète.

L'abonnement est considéré comme renouvelé si le souscripteur ne nous donne pas avis contraire au moins quinze jours avant l'expiration, et cet avis ne peut être donné que par écrit directement à nos bureaux, nos agents n'étant pas autorisés à recevoir de tels avis.

Une année commencée est due en entier, et il ne sera pas donné suite à un ordre de discontinuer tant que les arrérages ne sont pas payés.

Nous n'accepterons de chèques en paiement d'abonnement, qu'en autant que le montant est fait payable au pair à Montréal.

Tous chèques, mandats, bons de poste, doivent être faits payables à l'ordre de : "LE PRIX COURANT."

Nous nous ferons un plaisir de répondre à toutes demandes de renseignements. Adressez toutes communications simplement comme suit :

LE PRIX COURANT, Montréal.

## LA SITUATION DES BANQUES

La situation des banques à la fin de mai porte la trace des résolutions adoptées à la dernière assemblée générale annuelle des actionnaires de la Sovereign Bank of Canada.

Le montant de la réserve de cette banque (\$1,255,950) est éliminé du rapport, néanmoins par suite des sommes portées à la réserve par les autres banques ayant terminé leur exercice à cette date, le total de la réserve au 31. mai, ne se trouve diminué que de \$575,303.

La Sovereign Bank a perdu en mai \$1,615,000 des dépôts du public canadien, mais l'ensemble des mêmes dépôts dans toutes les banques accuse une augmentation de \$12,954,486.

Les dépôts reçus ailleurs qu'en Canada sont, au contraire, en diminution de \$6,346,097.

L'augmentation des dépôts du public canadien est sensible, elle porte pour \$4,800,000 sur les dépôts en comptes courants, et pour \$8,100,000 sur ceux remboursables après avis.

La circulation a, par contre, baissé de \$2,100,000 de même que les prêts et escomptes au commerce ont diminué de \$1,400,000.

Il faut se rappeler qu'en mai, la température a été loin d'être propice aux affaires et que, de plus, il y a eu des grèves en plusieurs endroits et notamment celle des débardeurs dans le port de Montréal; en outre, les compagnies de chemins de fer ont été encombrées et n'ont pu faire les livraisons avec la rapidité voulue. Dans ces conditions, la reprise habituelle des affaires au mois de mai ne s'est pas faite aussi active qu'on aurait pu l'espérer et la situation des banques est le reflet de ce défaut d'activité, auquel on doit éviter une bonne partie de l'augmentation des dépôts indiquée plus haut.

Voici le tableau résumé de la situa-

tion des banques au 30 avril et au 31 mai 1907:

| PASSIF                                                | 30 avril<br>1907 | 31 mai<br>1907 |
|-------------------------------------------------------|------------------|----------------|
| Capital versé.....                                    | \$96,042,817     | \$96,167,889   |
| Réserves.....                                         | 69,988,077       | 69,412,774     |
| Circulation.....                                      | \$72,840,909     | \$70,741,113   |
| Dépôts du Gouv. Fédéral.....                          | 7,178,070        | 5,889,864      |
| Dépôts des gouvernements provinciaux.....             | 10,713,781       | 11,098,725     |
| Dép. du public remb. à demande.....                   | 167,217,947      | 172,065,976    |
| Dép. du public remb. après avis.....                  | 407,370,491      | 415,176,948    |
| Dépôts reçus ailleurs qu'en Canada.....               | 61,830,757       | 58,481,660     |
| Emprunts à d'autres banques en Canada.....            | 2,331,408        | 2,053,191      |
| Dépôts et bal. dus à d'autres banq. en Canada.....    | 6,677,411        | 6,463,247      |
| Bal. dues à d'autres banq. en Angleterre.....         | 13,826,507       | 12,140,541     |
| Bal. dues à d'autres banq. à l'étranger.....          | 4,122,944        | 5,709,760      |
| Autre passif.....                                     | 16,194,016       | 17,160,877     |
|                                                       | \$773,904,327    | \$777,285,285  |
| ACTIF                                                 |                  |                |
| Espèces.....                                          | \$22,583,381     | \$21,801,913   |
| Billets fédéraux.....                                 | 15,407,377       | 11,463,816     |
| Dépôts en garantie de circulation.....                | 3,667,208        | 3,681,208      |
| Billets et chèques sur autres banques.....            | 28,886,575       | 30,649,668     |
| Prêts à d'autres banques en Canada garantis.....      | 2,311,775        | 2,060,195      |
| Dépôts et bal. dans d'autres banq. en Canada.....     | 8,316,917        | 8,315,930      |
| Bal. dues par agences et autres banq. en Ang.....     | 6,314,209        | 6,687,246      |
| Bal. dues par agences et autres banq. à l'étrang..... | 17,789,601       | 15,275,204     |
| Obligations des gouvernements.....                    | 10,128,546       | 10,140,107     |
| Obligations des municipalités.....                    | 21,482,931       | 21,677,724     |
| Obligations actions et autres valeurs mobilières..... | 10,606,324       | 10,915,499     |
| Prêts à demande remb. en Canada.....                  | 50,357,266       | 49,886,386     |
| Prêts à demande remb. ailleurs.....                   | 18,430,477       | 52,281,678     |
| Prêts cour. en Canada.....                            | 586,149,738      | 584,707,830    |
| Prêts courants ailleurs.....                          | 28,933,174       | 25,412,267     |
| Prêts au Gouv. Fédéral.....                           | 3,611            |                |
| Prêts aux gouvernements provinciaux.....              | 1,396,711        | 1,645,995      |
| Créances en souffrance.....                           | 3,735,008        | 3,312,459      |
| Immeubles.....                                        | 845,525          | 843,825        |
| Hypothèques.....                                      | 382,462          | 37,872         |
| Imm. occupés par banq.....                            | 15,698,161       | 15,778,215     |
| Autre actif.....                                      | 7,506,996        | 8,151,472      |
|                                                       | \$951,053,557    | \$951,069,950  |

## LA SITUATION EN FRANCE

### Notre entrevue avec M. H. Laporte

Nous avons eu le plaisir de rencontrer hier M. H. Laporte, chef de la maison Laporte, Martin & Cie, Ltée, et ancien maire de Montréal.

M. Laporte est de retour d'Europe depuis quelques jours et les impressions dont il a bien voulu nous faire part intéresseront certainement nos lecteurs.

Le voyage de M. Laporte a duré trois mois. Il a visité l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Belgique, l'Angleterre et l'Irlande, mais son séjour le plus long a été en France.

Etant, par suite de ses relations d'affaires, mieux à même que personne de juger de la crise viticole qui sévit actuellement dans le Midi de la France, M. Laporte en attribue la cause à la surproduction de vins de qualité inférieure, vins parfaitement satisfaisants pour la consommation locale, mais ne pouvant convenir à l'exportation.

Les viticulteurs du Midi trouvant la culture de la vigne particulièrement productive, il y a quelque 15 ou 20 ans, ont planté en vignes non seulement les terrains spécialement propres à cette culture, mais encore une énorme quantité de terres qui, par suite de la composition du sol ou de leur situation, ne pouvaient donner que des vins inférieurs. Il en est résulté une production supérieure à la consommation possible du pays. De là, mévente de ces vins et embarras financiers des viticulteurs qui les produisent.

D'après M. Laporte, une loi n'améliorerait en rien la situation, la production des vins de seconde cuvée, dits vins d'eau, ou des vins de raisins secs, étant relativement de peu d'importance et ces vins n'étant guère consommés que par la portion la plus pauvre de la population; un dégrèvement de taxes ne serait qu'un palliatif qui ne remédierait à rien. Ce qu'il faudrait, ce serait de faire une éducation nouvelle des classes agricoles du Midi de la France pour les amener à changer leur mode de culture et au besoin les aider financièrement à effectuer cette transformation.

Le Midi de la France est un pays d'une extraordinaire fertilité, tout y pousse, pourquoi ne pas faire de l'industrie laitière là où les prairies peuvent prospérer, la culture des fruits et des légumes